



COMMUNIQUE DE PRESSE de

Mercredi 9 juillet 2025

SYLVIANE NOEL et LOÏC HERVE

Sénateurs de la Haute-Savoie

## Gens du voyage : Les sénateurs Sylviane Noël et Loïc Hervé contribuent à un plan d'action national pour défendre les élus locaux

*En 2024, plus de 1300 grands passages ont été recensés, dont près de 600 installations illégales, souvent accompagnées de dégradations et parfois même d'actes de violence à l'encontre d'élus. Face à la recrudescence de ces occupations illicites de gens du voyage sur l'ensemble du territoire, un groupe de travail parlementaire a formulé 22 propositions pour renforcer l'autorité de l'État et améliorer l'encadrement de ces situations. Un plan d'action a été présenté le 7 juillet au ministère de l'Intérieur, assorti de premières mesures immédiates, dans l'attente d'une proposition transpartisane qui sera prochainement examinée par le Parlement.*

Lundi 7 juillet 2025, au Ministère de l'Intérieur, ont été présentés les travaux du groupe de travail parlementaire sur les installations illicites des gens du voyage. Ce groupe, lancé mi-mars à l'initiative des sénateurs Bruno Retailleau et François-Noël Buffet, avait pour objectif de formuler des propositions concrètes pour lutter contre des occupations de terrains devenues trop fréquentes et ingérables sur l'ensemble du territoire.

En tant que **sénateurs de la Haute-Savoie, Sylviane Noël et Loïc Hervé, ont activement contribué à ce travail**, aux côtés de 14 autres parlementaires. Un travail collectif qui a permis de définir un **plan d'action de 22 mesures**, équilibré, réaliste et applicable sur le terrain.

Dans l'immédiat, plusieurs décisions ont été actées par une **circulaire ministérielle** transmise le 7 juillet à l'ensemble des préfets. Cette circulaire **réaffirme** sans ambiguïté **l'autorité de l'État** et invite les représentants territoriaux à faire preuve de fermeté face aux occupations illégales. Elle leur demande de recourir systématiquement aux **procédures d'évacuation forcée dès lors que les collectivités respectent leurs obligations dans le cadre du schéma départemental d'accueil**. Elle rappelle les outils juridiques existants et insiste sur la nécessité d'une action rapide et coordonnée avec les forces de l'ordre.

Pour prévenir les tensions en amont, la circulaire prévoit également la **désignation d'un médiateur départemental** chargé de gérer les conflits localement.

Elle impose aux gestionnaires des aires d'un dépôt de garantie mais également la mise en place d'une cellule associant l'ensemble des services de l'Etat, des collectivités concernées et des partenaires sociaux et économiques afin de vérifier le paiement des dettes et consommations de fluides ainsi que le nettoyage et la remise en l'état du terrain occupé de manière illicite.

Au-delà de ces mesures d'urgence, d'autres actions seront prises prochainement par **voie réglementaire**. Le Gouvernement s'engage à créer une **nouvelle contravention pour stationnement illicite sur le terrain d'autrui**. Cette dernière sera de **4<sup>ème</sup> classe** et correspondra à **une amende forfaitaire de 135 euros pouvant être majorée de 375 euros**.

Par ailleurs, il sera permis de prendre en compte **les caravanes simples essieu** dans le calcul du **droit d'usage et des prestations proposées sur les aires de grand passage**.



Enfin, **une proposition de loi transpartisane**, qui sera déposée au Sénat et à l'Assemblée nationale dès les prochaines semaines, donnera une assise législative à plusieurs mesures structurantes.

Elle créera des **circonstances aggravantes** aux délits de destruction, dégradation, détérioration de biens publics ou privés, atteinte à l'environnement ou la destruction d'espèce protégée. Elle instaurera une opposition au transfert du certificat d'immatriculation (OCTI) pendant deux ans en cas d'installation illégale.

Le texte aura pour ambition de **généraliser l'amende forfaitaire délictuelle** (AFD) permettant la **verbalisation pour tout stationnement illicite en réunion de caravanes** sur terrain d'autrui, de **porter son montant de 500 à 1000 euros**, et **d'augmenter la durée d'effet de la mise en demeure du préfet de 7 à 14 jours**.

Enfin, la proposition de loi portera des mesures comme la **création d'une fiscalité spécifique supplémentaire** s'inspirant de la fiscalité sur le foncier bâti ou sur la taxe d'habitation, et **l'incitation au développement des aires permanentes d'accueil** (APA) en les prenant en compte dans le **calcul des quotas de logements locatifs sociaux qu'impose la loi SRU aux collectivités**.

Ces mesures répondent à une réalité que nous connaissons bien en Haute-Savoie : des élus locaux souvent seuls face à des occupations massives, des citoyens excédés par l'absence de réponse rapide, et une action de l'État parfois jugée inefficace ou trop lente.

Le plan d'action présenté le 7 juillet constitue une réponse ferme, pragmatique et attendue, à la hauteur des enjeux. Il incarne une volonté commune : rétablir l'équilibre entre un accueil digne des populations itinérantes et le respect strict des lois de la République.

Les sénateurs Sylviane Noël et Loïc Hervé saluent l'engagement fort du Gouvernement, et en particulier la détermination des ministres Bruno Retailleau et François-Noël Buffet. **Il était grand temps de mettre fin à une forme d'impunité et de garantir une application équitable et cohérente du droit sur l'ensemble du territoire.**